



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité départementale Le Havre
48 Rue Denfert Rochereau
76600 Le Havre

Le Havre, le 27/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

WEEECYCLING

13 Route des Ifs
76400 Tourville-Les-Ifs

Références : -

Code AIOT : 0003901259

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement WEEECYCLING implanté 13 Route des Ifs 76400 Tourville-les-Ifs. L'inspection a été annoncée le 24/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 25 novembre 2025 s'inscrit dans le cadre du suivi d'une mise en demeure par arrêté préfectoral du 28 novembre 2024, relative à la mise en place d'une autosurveillance des rejets atmosphériques en continu du rejet n°1 du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WEEECYCLING
- 13 Route des Ifs 76400 Tourville-les-Ifs
- Code AIOT : 0003901259

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site WEEECYCLING est un centre de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques et autres déchets métalliques autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 13 octobre 2023 à pratiquer des opérations de tri, dépollution, traitement mécanique, thermique et chimique de déchets.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance des rejets dans l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillance des rejets dans l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.3.1	Sans objet
3	Rapport d'incident ou d'accident	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 1.8	Sans objet
4	Mesures et sanctions administratives	Code de l'environnement du 19/01/2026, article L-171-8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en demeure du 28 novembre 2024 portait sur trois non conformités à l'arrêté préfectoral d'exploiter du 13 octobre 2023. Deux non conformités avaient pu être levées avant la visite d'inspection du 25 novembre 2025. La troisième non conformité n'a pas pu être levée à l'issue de la visite d'inspection et de la transmission de compléments d'information après la visite. Compte tenu des engagements pris par l'exploitant pour agir rapidement et réaliser un complément de la procédure QAL 2 avec son bureau de contrôle fin janvier 2026, l'inspection des installations classées ne propose pas à Monsieur le préfet de prendre une sanction administrative.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des rejets dans l’atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.3.1			
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions canalisées			
Prescription contrôlée :			
L'exploitant assure une surveillance du rejet n° 1 dans les conditions suivantes:			
Paramètre	Fréquences des mesures	Enregistrement(oui ou non)	Fréquence de transmission
Débit	En continu	oui	Trimestrielle

O2	En continu et deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées	oui	Trimestrielle
H2O	En continu et deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français	oui	Trimestrielle

	Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées		
Poussières totales	En continu et deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des	oui	Trimestrielle

	o r g a n i s m e s d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées		
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées	En continu et deux mesures par an par un organisme	oui	Trimestrielle

e carboneorganique total (COT)	n accrédité par le Comitéfrançais d'accréditation (COFRAC) ou par un organismesignataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de lacoordination européenne des organismes d'accréditation ou parun organisme agréé par le ministère en charge de l'inspectiondes installations classées		
Dioxydede soufre (SO2)	Encontinuetdeux mesures par an par un organisme accrédité par le Comitéfrançais d'accréditation (COFRAC) ou par un organismesignataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de lacoordination	oui	Trimestrielle

	européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées		
Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO2) exprimés en dioxyde d'azote (NO2)	En continu et deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées	oui	Trimestrielle

Monoxyde de carbone (CO)	En continu et deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées	oui	Trimestrielle

Chlorure d'hydrogène (HCl)	En continu et deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées	oui	Trimestrielle

COVtotaux	En continu et deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées	oui	Trimestrielle
Fluorure d'hydrogène (HF)	En continu et deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un	oui	Trimestrielle

	(COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées		
Ammoniac(NH3)	Deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme	non	Semestrielle

	agrée par le ministère en charge de l'inspection des installations classées		
Mercure et ses composés, exprimés en Mercure (Hg)	Deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agrée par le ministère en charge de l'inspection des installations classées	non	Semestrielle

Dioxineset furanes c h l o r é e s (P C D D / P C D F)	Mesureen semi- continuetdeux mesures par an par un organisme accrédité par le Comitéfrançais d'accréditation (COFRAC) ou par un organismesignataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de lacoordination européenne des organismes d'accréditation ou	oui	Trimestrielle

	d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées		
Cadmium et ses composés, exprimés en Cadmium (Cd) + thallium et ses composés exprimés en Thallium (Tl)	Deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées	non	Semestrielle

Totales autres métaux lourds:Sb+As+Pb+Cr +Co+Cu+Mn+Ni+V	Deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées	non	Semestrielle

Acidebromhydrique (HBr)	TrimestrielleEnfonction des résultats obtenus lors de la première année de mesures, la fréquence pourra être revue sur proposition de l'exploitant à l'inspection des installations classées et deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées	oui	Semestrielle

Dioxines et furanes b r o m é e s (P B D D / P B D F)	Deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées	non	Semestrielle

Au cours de la première année d'exploitation, les mesures externes de l'ensemble des composés visés par le tableau ci-dessus est réalisée tous les trois mois. Les résultats des teneurs en métaux font apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'effectuer la somme. [...]

Constats :

La mise en demeure du 28 novembre 2024 portait sur trois non conformités à l'arrêté préfectoral d'exploiter du 13 octobre 2023. Deux non conformités ont été levées à l'issue de la visite d'inspection du 31 mars 2025 . La troisième non conformité concernait le suivi en continu des émissions atmosphériques du rejet n°1. L'exploitant avait fait la démonstration de la mise en service de l'autosurveillance de ses émissions atmosphériques canalisées, mais n'avait pas pu attester d'un essai QAL 2 conforme pour ses analyseurs (la procédure QAL 2 vise à évaluer l'aptitude des appareils de mesure à mesurer dans les incertitudes fixées par les réglementations) et d'une réception définitive du matériel.

L'exploitant a fourni le jour de l'inspection un procès verbal de réception du matériel sur site, établi le 03 juin 2025 et signé le 25 novembre 2025 par le représentant de la société ayant fourni et installé le matériel.

Le 21 novembre 2025, l'exploitant a transmis par courriel à l'inspection des installations classées le rapport QAL 2 de vérification de ses systèmes automatiques de mesure en continu du rejet n°1. Les essais, prévus initialement en juin 2025, ont été réalisés par le laboratoire agréé entre le 15 et

le 18 septembre 2025. Deux fonctions d'étalonnage, relatives aux oxydes d'azote (NOx) et au débit, ne sont pas exploitables et six autres fonctions d'étalonnage sont applicables, mais avec réserve, d'après le laboratoire de contrôle. Par ailleurs, les tests de variabilité ont échoué pour cinq paramètres. Un entretien téléphonique a eu lieu en salle, le jour de la visite d'inspection, avec un technicien du laboratoire de contrôle : l'échec du QAL 2 est potentiellement attribuable, selon lui, à la correction d'oxygène. Les résultats ont été exploités et rapportés à une teneur référence de 11 % d'oxygène, comme prescrit par l'arrêté préfectoral. Le rejet n°1 est raccordé aux fours de fonderie et de traitement des déchets de cartes. La teneur réelle observée des fumées du rejet n°1 est proche de 21 % d'oxygène et la correction à 11 % engendre un facteur correctif très élevé. Compte tenu de la demande de modification des conditions d'exploitation et des valeurs limites d'émission réglementaires du rejet n° 1, formulée par courriel du 03 juin 2025, et de la décision d'arrêter à partir du 02 juin 2025 la fusion de déchets de cartes électroniques (statut de l'incinération de déchets, avec un taux d'oxygène référence de 11 %), l'inspection des installations classées a donné son accord pour l'exploitation des données des essais de QAL 2 de septembre 2025 à une teneur référence d'oxygène de 20.5 %, plus cohérente avec la teneur réelle en oxygène des fumées. Par courriel du 15 décembre 2025, l'exploitant a transmis le rapport QAL 2 avec une exploitation des données à 20.5 % d'oxygène. Les conclusions de ce rapport QAL 2 de vérification des systèmes automatiques de mesure en continu sont similaires à celle du rapport établi avec une teneur référence de 11 % d'oxygène : les tests de variabilité sont en échec pour cinq paramètres et cinq fonctions d'étalonnage ne sont pas applicables. Même avec une teneur référence de 20.5 % d'oxygène, le facteur correctif reste très élevé et ne permet pas d'obtenir des résultats satisfaisants.

L'inspection des installations classées a proposé à l'exploitant de procéder à de nouveaux calculs statistiques dans le cadre des essais QAL 2 de septembre 2025, sans appliquer de correction des données à l'oxygène. L'exploitant a transmis le 16 janvier 2026 une troisième version du rapport QAL 2 de vérification des systèmes automatiques de mesure en continu, sans application de correction d'oxygène aux résultats des mesures effectuées par le laboratoire extérieur. Les tests de variabilité sont validés pour tous les paramètres, sauf pour le CO2 (pas de valeur limite imposée pour ce paramètre). Les fonctions d'étalonnage sont applicables pour les différents paramètres, à l'exception des NOx et du débit. De nouveaux essais QAL sont programmés par l'exploitant et son laboratoire externe fin janvier 2026 et vont porter sur le paramètre NOx et la mesure du débit.

La dernière non conformité de la mise en demeure du 28 novembre 2024 ne peut pas être levée à l'issue de la visite d'inspection et des compléments transmis. Compte tenu des engagements pris par l'exploitant pour agir rapidement et réaliser un complément de la procédure QAL 2 avec son bureau de contrôle fin janvier 2026, l'inspection des installations classées ne propose pas à Monsieur le préfet de prendre une sanction administrative.

Les opérations de fusion à base de déchets métalliques actuellement autorisés, et sans aucun déchet de cartes électroniques ou autres déchets qui ne seraient pas uniquement composé de métaux, sont envisageables sans correction à l'oxygène des résultats de mesure en continu :

- en lien avec la demande de modification des conditions d'exploitation de l'exploitant du 03 juin 2025 ;
- jusqu'à la fin de l'instruction de la demande d'autorisation environnementale déposée en juin 2025 et renouvelée en novembre 2025 sur la base d'un dossier révisé par l'exploitant ;
- opérations conditionnées par des essais QAL 2 complets, sans réserve, et avec des fonctions d'étalonnage intégrées à la baie d'analyse.

L'exploitant a transmis le 30 décembre 2025 un dossier de porter à connaissance concernant son projet d'utiliser des fines de cartes dans son four dédié aux déchets de cartes électroniques. Une fiche de données de sécurité (FDS) de ces fines est fournie dans le dossier. Par contre, aucun élément du dossier ne permet de vérifier la sortie du statut de déchet de ces fines issues d'une autre installation de traitement de déchets que ce soit au titre de la loi industrie verte (preuve de dépôt d'un dossier au préfet du Nord Pas de Calais) ou au titre d'un arrêté ministériel ou règlement européen (attestation de conformité aux critères de sortie de statut de déchet). En l'absence de sortie du statut de déchet, l'arrêté préfectoral doit être respecté en établissant une fiche d'identification du déchet (FID) avec le producteur, en établissant le caractère non dangereux des fines et en signant un certificat d'acceptation provisoire (CAP). Pour mémoire, les FDS ne sont pas applicable aux déchets et ne sont pas l'outil adapté à la gestion des déchets puisqu'elles ne prennent pas en compte les propriétés de danger HP1 à HP15. Néanmoins, la liste des composants dangereux qui est indiquée dans la FDS stipule bien qu'il ne s'agit pas de déchets purement métalliques et que ces fines sont très probablement dangereuses.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le rapport QAL 2 qui sera établi à la suite des essais programmés fin janvier 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Surveillance des rejets dans l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions canalisées

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure une surveillance du rejet n° 1 dans les conditions suivantes : [...]
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)
[...]
COV totaux [...]

Constats :

L'arrêté préfectoral d'exploiter du 13 octobre 2023 prescrit la surveillance en continu sur le rejet n°1 des composés organiques volatils (COV) totaux ainsi que celle des substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT).

Le module de mesure installé par l'exploitant dans sa baie d'analyse est défini comme un analyseur à détection de flamme pour la mesure des COV méthanique et non méthanique, la somme des deux mesures constituant la teneur en COV totaux (COVT). Lors des mesures externes réalisés par un laboratoire agréé de contrôle, ce dernier exprime les résultats de mesure des COVT en COT.

Dans le contexte du suivi des rejets atmosphériques, l'appellation COT peut être utilisée pour désigner le suivi des COVT, qui se définit comme la mesure des COV méthanique et non méthaniques. L'autosurveillance en place pour les COVT est suffisante ; aucune mesure du COT n'est nécessaire par l'exploitant. Une correction à l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2023 sera

apportée par un prochain arrêté préfectoral complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rapport d'incident ou d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 1.8
Thème(s) : Risques accidentels, Incident de juillet 2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En complément des dispositions de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement, un premier rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Il inclut la chronologie de l'évènement, les premières causes identifiées, les effets sur les personnes et l'environnement (niveaux d'émissions) et le plan d'actions court-terme.</p> <p>Ce rapport est complété dans les trois mois suivant l'incident/accident : il comporte notamment l'analyse des causes profondes et - pour les incidents dont la criticité dépasse le seuil correspondant fixé dans la procédure d'enquête et analyse des incidents de l'exploitant - la modélisation de cette analyse avec arbre des causes, la cotation échelle BARPI ainsi que les enseignements tirés et le plan d'action à plus long terme.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 13 août 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un rapport d'incident lié à un échauffement dans le dépoussiéreur d'un nouveau four. Lors de l'essai de ce nouveau four, un échauffement avec émission de fumée a été constaté au niveau du filtre à manche de ce four.</p> <p>L'exploitant a confirmé le jour de la visite d'inspection que le four et le filtre à manche n'avaient pas encore été remis en service et que les installations de fonderie n'étaient pas impactées par les conséquences de l'échauffement, le filtre à manche étant spécifique au nouveau four. L'inspection a vérifié ce point lors de la visite sur le terrain. La remise en service de ce nouveau four est envisagée en février 2026.</p> <p>Pour information, l'inspection des installations classées informe l'exploitant que, à partir du 1er janvier 2026, la déclaration d'accident ou d'incident au sein d'une ICPE se fait sous forme dématérialisée. Le site internet permettant de télédéclarer un événement a été ouvert le 1er octobre 2025 : https://entreprendre.service-public.fr/.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures et sanctions administratives

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/01/2026, article L-171-8
Thème(s) : Situation administrative, Suivi d'inspections
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou</p>

l'environnement. [...]

Constats :

Dans le cadre des actions attendues, suite aux visites d'inspections de 2024 et 2025, l'inspections des installations classées a fait le bilan avec l'exploitant des engagements en cours :

Mesures trimestrielles pour le rejet n°1 :

L'article 2.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation prescrit une mesure trimestrielle au cours de la première année d'exploitation. Les équipements d'autosurveillance n'ayant pas encore été totalement qualifiés (voir point de constat n°1 de ce rapport), l'exploitant reste soumis à cette surveillance trimestrielle et a confirmé avoir pris en compte cette exigence. Des mesures ont été réalisées en octobre 2025 et un nouveau contrôle des rejets du conduit n°1 est planifié en janvier 2026. L'obtention d'un rapport QAL 2 conforme sur tous les paramètres de suivi permettra de basculer ce suivi de trimestriel à semestriel.

Campagne de mesure de l'impact sur l'environnement avant fin 2025 :

L'exploitant a réalisé au 1er semestre 2025 une campagne de mesure de l'impact sur l'environnement, dans le cadre d'une compensation à l'absence d'autosurveillance de ses rejets au niveau du point n°1. Aussi, il a été demandé par l'inspection des installations classées la réalisation d'une nouvelle campagne avant la fin de l'année 2025. Le jour de la visite, l'exploitant a confirmé un calendrier prévoyant en semaine n°50 l'installation des jauges et capteurs, la mise en place des tubes passifs et la réalisation des prélèvements de lichens et de sols. En semaine n°52 est prévu le retrait des tubes passifs et en semaine n°02 (2026) le retrait des jauges. L'exploitant a prévu la transmission du rapport en semaine n°8.

Caractérisation en dangerosité d'un échantillon représentatif des déchets admis sur le site

Cette caractérisation est une demande qui figure dans le rapport de visite d'inspection du 31 mars 2025 : "Procéder à une caractérisation en dangerosité d'un échantillon représentatif des déchets admis sur son site. Cette caractérisation doit inclure l'analyse des 5 RFB POP identifiés dans l'étude Ecosystem ainsi qu'une analyse de la teneur en Phenoxy-terminated tétrabromobisphenol A carbonate oligomer CAS N° 94334-64-2 mentionnée dans son dossier de demande d'autorisation (à défaut, il justifie de l'impossibilité d'une telle mesure et propose une solution alternative)".

L'exploitant a produit durant la visite d'inspection un bon de commande daté du 21 novembre 2025 pour l'analyse du composé CAS 94334-64-2 par un laboratoire spécialisé. L'exploitant a expliqué qu'il était difficile d'analyser ce composé dans les broyats de cartes électroniques. Un autre laboratoire a été identifié par l'exploitant qui, le jour de la visite d'inspection, réfléchissait à l'opportunité d'une autre analyse.

Mise sur rétention de l'atelier de fonderie

Le rapport de visite d'inspection du 31 mars 2025 demandait à l'exploitant de formuler une demande de modification des prescriptions de son arrêté préfectoral, ou d'intégrer le sujet dans le cadre de sa demande d'autorisation qui est intervenue en juin 2025 pour la version 1 et en novembre 2025 pour la version 2. L'exploitant a clarifié sa position : il a mis à jour son étude des dangers en intégrant le déversement accidentel d'un métal en fusion sur le sol de la fonderie. Le dossier dans sa deuxième version venait d'être déposé le jour de la visite d'inspection.

Campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejet aqueux de l'établissement

En application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation., l'exploitant a produit le jour de la visite d'inspection un bon de commande daté du 28 octobre 2025. Il a précisé que la première des trois campagnes prévues avait eu lieu le 17 novembre 2025, les deux autres étant planifiées les 16 décembre 2025 et 12 janvier 2026.

Rapports de vérification Q18 et Q19 et rapport de vérification périodique des installations électriques

Le rapport de la visite d'inspection du 31 mars 2025 demandait la transmission des trois documents listés ci dessus. L'exploitant a démontré la disponibilité de ces trois documents le jour de la visite et les a transmis le lendemain à l'inspection des installations classées. Le rapport Q19 d'examen des installations par thermographie infrarouge, daté du 23 octobre 2025, ne présente aucune anomalie. Le rapport Q18, daté du 24 octobre 2025, conclut à l'absence de risques d'incendie et d'explosion par les installations électriques du site. La coupure totale des installations a été autorisée par l'exploitant. Le rapport de vérification périodique des installations électriques comporte une observation que l'exploitant prendra en compte dans le cadre de ses actions de maintenance corrective.

Constats terrain

Sur le terrain, l'inspection des installations classées a pu constater :

- le déplacement du conteneur des piles et batteries qui a été éloigné de plus de 10 mètres du bâtiment auquel il était accolé précédemment ;
- la cuve d'acide nitrique est étiquetée conformément à sa fiche de données de sécurité (FDS) ;
- les manches filtrantes usagées ont été entreposées à l'abri de la pluie dans un container ;
- les culots métalliques ont été entreposés à l'abri de la pluie dans un container ;
- la baie d'analyse associée aux différents analyseurs est en service sur le rejet n°1.

Les actions menées et engagées par l'exploitant, qui ont fait l'objet d'un constat le jour de la visite d'inspection ou à l'issue de la visite, sont en phase avec les demandes de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite